

*Questions orales***L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**

LES RECOMMANDATIONS DU GROUPE D'ÉTUDE

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, je salue avec plaisir la présence à Ottawa de délégués soviétiques. Sans doute sont-ils témoins de quelque chose: ils voient la démocratie en marche.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Ils ont entendu sonner.

Mme le Président: Le député a obtenu la parole pour poser une question.

M. Baker (Nepean-Carleton): Ce n'était qu'un préambule.

M. Jelinek: Ma question, madame le Président, s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre est au courant, le rapport du groupe d'étude sur l'industrie automobile lui sera remis demain matin. Les recommandations contenues dans le rapport sont essentiellement les mêmes que celles que j'avais faites à la Chambre il y a déjà deux ans, lorsque j'avais recommandé d'abord d'inciter les importateurs à investir au Canada et en second lieu, de déterminer, peut-être en adoptant une loi à cet effet, la teneur canadienne pour tout fabricant important plus de 3,000 unités par an.

En somme, pour l'essentiel, le rapport recommande que soit élargi l'accord canado-américain sur la production automobile . . .

Mme le Président: A l'ordre. Combien de fois dois-je rappeler au député qu'il a obtenu la parole pour poser une question? S'il ne s'exécute pas sur-le-champ sans le moindre préambule, sans la moindre digression, je passerai à un autre député.

Des voix: Bravo!

M. Jelinek: Belle démocratie!

M. Blais: Laissez-le parler! Il a été absent pendant trois semaines.

M. Jelinek: Je devrais dire: «La démocratie en marche». Mais voici ce que je voudrais demander au ministre: parce que le gouvernement a systématiquement rejeté nos recommandations, devons-nous supposer que le ministre rejettera également celles du groupe d'étude ou va-t-il plutôt changer d'avis et prendre des mesures en faveur du maintien et de la création d'emplois au Canada dans cet important secteur de notre industrie?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, d'abord pour revenir à ce qu'a dit le député tout au

début, s'il avait voulu voir un exemple concret d'action démocratique, lui et ses collègues auraient dû être ici hier et participer au débat comme nous étions prêts à le faire.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Venez dire ça dans ma circonscription à Saskatoon.

M. Lumley: Je vois que les chefs ont encore bon pied bon œil, madame le Président.

En second lieu, je n'ai pas encore pris connaissance des recommandations du groupe d'étude sur l'automobile. Ce dernier qui a consacré de nombreuses heures à cette question doit me remettre son rapport demain.

L'EXPIRATION DE L'ACCORD CANADO-JAPONAIS

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, puisque le ministre a dit—madame le Président, vous vous levez avant même que je puisse dire un seul mot.

Des voix: Oh, oh!

M. Jelinek: On nous a imposé la clôture hier, comme en Union soviétique.

Des voix: Oh, oh!

M. Jelinek: Étant donné la réponse du ministre—soit dit en passant, elle ne nous étonne pas du tout—et le fait que l'accord en vertu duquel le Japon a réduit volontairement ses exportations de véhicules automobiles expirera très bientôt—en fait, à la fin du mois prochain—je voudrais demander au ministre quelles mesures lui et son gouvernement vont prendre maintenant, voire immédiatement, pour soutenir l'industrie automobile canadienne et essayer d'y préserver les emplois, ou peut-être même d'en créer de nouveaux dans ce secteur névralgique de notre économie. Quelles mesures le gouvernement va-t-il prendre maintenant?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, j'ai la conviction que les efforts de mon collègue, le ministre d'État (Commerce international), chargé de négocier les quotas avec le gouvernement japonais, seront couronnés de succès, comme d'habitude. Je tiens toutefois à rappeler au député et à ses collègues que, si mon prédécesseur, l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce, n'avait pas réussi à convaincre le gouvernement de venir en aide à la société Chrysler, cette dernière n'aurait pas aujourd'hui le succès qu'on connaît et ne serait pas en mesure de garantir 11,000 emplois d'un bout à l'autre du Canada.